

## AKTUELL

NETTOYEURS DE BÂTIMENT

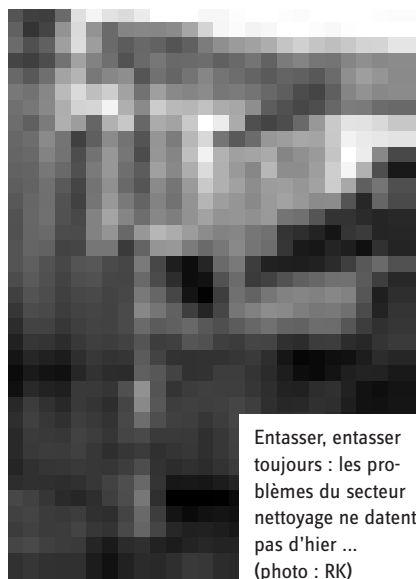
# Du propre

Luc Caregari

**Quand OGBL et LCGB tombent d'accord, il doit vraiment y avoir quelque chose qui cloche. C'est le cas dans le secteur nettoyage, où les employés sont encore plus exploitables que dans d'autres.**

Il est rare que l'ensemble des employé-e-s d'un secteur soit aussi important qu'invisible, aussi indispensable qu'exploitable et muet à tel point que les deux syndicats majeurs du pays se concertent pour les défendre. D'habitude on parle peu du nettoyage - ce n'est pas vraiment un secteur de croissance, et celles et ceux qui y travaillent n'en sont généralement pas fiers. Les colonnes des fourmis ouvrières qui chaque nuit investissent les immeubles de bureaux pendant que le citoyen lambda dort ou s'amuse appartiennent aux zones d'ombre de notre imaginaire collectif. Elles sont là où on ne souhaite pas être.

Et pourtant, nettoyeur de bâtiment est un métier et non pas un travail dont on devrait avoir honte. Sans les nettoyeurs, le système entier s'écroulerait tout simplement. Or, le patro-



Entasser, entasser toujours : les problèmes du secteur nettoyage ne datent pas d'hier ... (photo : RK)

nat semble miser sur cette honte sociale que renferme le terme péjoratif « Botzfra » pour exploiter plus encore ses salarié-e-s. De plus, ce ne sont souvent pas des Luxembourgeois qui y travaillent: 50 à 60 pour cent des salarié-e-s viennent de la Grande-Région. Et souvent il s'agit de personnes qui doivent gérer une famille monoparentale, des femmes à 90 pour cent. En bref : une sorte de sous-prolétariat sans éducation secondaire et très dépendant de l'employeur. « Et ce sont souvent les plus grandes firmes qui exploitent le plus », rappelle Romain Daubenfeld, le secrétaire central de l'OGBL, qui peut tout de même compter sur un taux de syndicalisation de 50 pour cent dans le secteur.

Le principal conflit opposant patronat et syndicats concerne les négociations pour une nouvelle convention collective de travail. « On ne peut même pas parler de négociations », explique Daubenfeld, « la fédération des entreprises de nettoyage des bâtiments se cache derrière tout ce qu'elle trouve pour ne pas devoir négocier ». Ainsi le patronat a invoqué l'arrivée du statut unique en 2009 comme délai pour de nouvelles négociations. Mais c'était sans compter sur l'esprit d'ouverture des syndicats : « Nous avons fait durer la nouvelle convention jusqu'en décembre 2008. Après on pourra toujours renégocier. L'important, c'est d'améliorer les conditions de travail maintenant », proteste Daubenfeld. Et de continuer : « Nous ne voulons pas l'impossible, seulement quelques améliorations qui complèteraient la convention actuelle. Comme des temps de repos rémunérés et une plus grande flexibilité pour les absences excusées ».

## Demande d'amélioration

La tactique de non-communication de la partie adverse a mené à la cession totale du dialogue social : le vendredi 21 septembre les négociations ont fini sur un éclat. Que s'est-il passé ? Le patronat a stoppé le dialogue en prétextant cette fois que le président de l'OGBL aurait demandé, lors d'une conférence de presse, la mise

en place d'un médiateur du gouvernement dans ce dossier. « Or, ce n'est pas vrai », réplique Daubenfeld, « le président n'a fait qu'appeler la ministre de l'égalité des chances à veiller à la discrimination féminine dans ce secteur ». D'un autre côté, il est vrai aussi qu'appeler un médiateur gouvernemental à ce stade serait un non-sens, puisqu'on ne parle même pas de négociations.

Côté LCGB, le secrétaire syndical Patrick Zanier affiche aussi sa fermeté face au patronat : « Déjà qu'on a dû passer par une grande bataille juridique pour assurer le revenu minimum qualifié après dix ans d'ancienneté dans le secteur. Et encore, les personnes qui veulent le toucher doivent faire un procès à leur employeur pour y parvenir. Ce qui est très difficile dans ce secteur. »

Il rappelle aussi que jusqu'en 1988, il existait une filière « nettoyeur de bâtiment » dans l'enseignement technique. Sa disparition est à l'origine de beaucoup de problèmes aujourd'hui. Vu la situation bloquée, OGBL et LCGB se sont mis à consulter leurs membres - ce qui d'ailleurs n'est pas toujours évident, puisqu'ils travaillent dans des structures décentralisées - et les appellent à la mobilisation. Parions que le patronat va réagir au plus tard lorsqu'il en aura marre de bosser dans des bureaux crasseux.

COMPÉTITIVITÉ

# Au-delà des apparences

Raymond Klein

**Les partenaires sociaux en avaient rêvé, le gouvernement l'a fait. Le deuxième rapport sur la compétitivité, incluant le social et l'écologique, vient d'être présenté.**

« Il faut être compétitif », martèlent les patrons. « Oui, mais ... », rétorquent les syndicalistes. Et on se chamaille sur ce que c'est que la compétitivité et en quoi elle est importante. C'est le scénario habituel des négociations tripartites. Pour donner un fondement plus solide à de telles discussions, le gouvernement a créé en 2003 un Observatoire de la compétitivité, qui vient de présenter mercredi dernier pour la deuxième fois un rapport annuel.

Faisons comme les responsables de l'Observatoire dans leur présentation powerpoint, et annonçons d'abord la bonne nouvelle : la compétitivité économique du grand-duché est excellente. Le Luxembourg se place en 5e position des pays européens, après les états scandinaves et les Pays-Bas. Le rapport estime que la tendance à la dégradation est en train de s'inverser. Mis à part l'inflation et la diversification, tous les indicateurs macro-économiques sont dans le vert. Le coût de la main d'œuvre serait maîtrisé, et les prix à l'exportation attractifs, notamment dans le secteur industriel.

Si le ministre de l'économie Jeannot Krecké s'est félicité de cette situa-

tion, il s'est aussi montré préoccupé par la situation de « ceux qui n'ont pas été entraînés dans ce mouvement et qui, tout en travaillant, vivent dans de mauvaises conditions ». En effet, un nouvel indicateur a été élaboré par l'Observatoire de la compétitivité, qui mesure la « santé sociale » luxembourgeoise. Dans ce domaine, le Luxembourg se retrouve à la traîne par rapport aux pays les plus performants, avec notamment un nombre d'accidents de travail élevé. Le rapport constate donc un « découplage entre croissance et augmentation du bien-être ».

## Vices cachés

Ce n'est pas la seule ombre au tableau. Les indicateurs environnementaux, non repris dans la présentation powerpoint, suggèrent que la situation est préoccupante. « Sur cette catégorie, on peut remarquer un 'statu quo' depuis 2000 avec malheureusement aucun indicateur vert », note le rapport de l'Observatoire. Autres tableaux moins verts que ceux projetés devant la presse, ceux de l'emploi, de

l'entrepreneuriat, de l'éducation, de la cohésion sociale.

Que faut-il conclure de ce rapport ? Krecké s'est montré inquiet par la situation sociale, mais aussi par l'inflation et par la détérioration de la compétitivité face à l'Allemagne, qui a massivement réduit ses coûts salariaux. Mais d'autres indicateurs devraient l'inquiéter bien plus. Ainsi, les résultats en matière d'« apprentissage tout au long de la vie » et de « jeunes ayant quitté prématurément l'école » se sont encore dégradés ces dernières années. S'il veut préparer son pays à entrer dans l'ère de l'économie de la connaissance, le ministre de l'économie devrait s'attaquer à ces problèmes structurels plutôt que tenter de préparer l'opinion publique à de nouvelles manipulations de l'indexation des salaires.

Le rapport 2007 peut être téléchargé à partir du site de l'Observatoire de la compétitivité [www.odc.public.lu](http://www.odc.public.lu).